

POUR VENDRE LOUER ACHETER
LES ANNONCES CLASSÉES
647-3311

LE SOLEIL

beyerdynamic
la haute fidélité
rotac
électronique inc.
2873, chemin Sainte-Foy
653-7768

JEUDI 30 AVRIL 1992

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 122
56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TP 5.00 TVQ 0.30 4.04

50¢ Plus T.P.S. TVQ

QUÉBEC

St-Sacrement participe à une recherche sur le cancer du sein



Le Dr Luc Deschênes a annoncé hier que l'hôpital du Saint-Sacrement participe à la plus grosse recherche américaine en prévention du cancer du sein subventionnée par l'Institut du cancer des États-Unis. La recherche qui porte sur une nouvelle utilisation d'un médicament, coûtera 68 millions \$. **A-3**

LE MONDE

L'acquittement de policiers fait exploser Los Angeles

Les quatre policiers blancs de Los Angeles, filmés le 3 mars 1991 en train de passer à tabac un automobiliste noir, ont été acquittés hier par le tribunal. **A-3**

LA RÉGION

Campagne de vaccination contre la méningite à Fermont

La méningite ayant fait deux victimes du côté terre-neuvien de la frontière Québec-Labrador, un millier de personnes pourraient être vaccinées à Fermont. **B-12**

LE QUÉBEC

Le PQ ressort l'histoire du dézonage agricole à Laval

Trois ans après avoir dénoncé l'affaire du dézonage du territoire agricole à Laval, le député péquiste Jacques Brassard affirme que les faits lui donnent raison. **A-4**

LE SPORT

En prolongation, les Whalers réussissent à éviter l'élimination

Un but d'Yvon Corriveau en prolongation a permis aux Whalers de battre le Canadien 2-1 et a forcé la tenue d'un septième et ultime match demain au Forum. **S-2 à S-4**

L'ÉCONOMIE

Un tribunal fait sauver 100 millions \$ aux assureurs

La cour supérieure a rendu une décision qui permettra aux assureurs-vie québécois de sauver environ 100 millions \$ au cours des deux prochaines années. **B-1**

LES ARTS

Gérard Messadié au Salon du livre de Québec

Visiteur de marque au Salon du livre de Québec, Gérard Messadié est précédé du succès retentissant de son diptyque sur Jésus et de sa biographie de Saint-Paul. **C-1**

L'INDEX

GÉNÉRAL	
Annonces classées	C-4 à C-10
Arts	C-1, C-2 et C-3
Bridge	C-8
Décès	C-10 et C-11
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	A-14
Horoscope	C-8
Le Monde	A-10, A-11, A-12 et A-15
Où aller à Québec	C-2
Pierre Champagne	B-11
Québec et l'Est	B-8 à B-12 et C-12

TABLOÏD	
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Météo	S-16
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-14
Sport	S-1 à S-13

LA MÉTÉO

Nuageux avec pluie passagère, maximum 9 et minimum 8. Demain, ensoleillé et frais, maximum 10 et minimum 2. **S-16**

Loiselle menace 70 000 Québécois de chômage

«Ce n'est qu'un début !»

OTTAWA — Loin de s'excuser de son discours de mardi soir, le premier ministre a promis une lutte féroce pour l'avenir du pays.

par MICHEL VASTEL
LE SOLEIL

«Ce n'est qu'un début ! Si vous pensez qu'on va rester tran-

quilles devant les promesses de ceux qui veulent détruire le pays le plus prospère au monde, vous ne me connaissez pas...»

«De plus en plus, on va définir ce qu'on appelle la réalité de la séparation» a ajouté son lieutenant politique au Québec, Benoît Bouchard.

Et le grand patron de la fonction publique fédérale, Gilles Loiselle, a confirmé que tous les Québécois qui travaillent pour

Ottawa perdront leur emploi au lendemain d'un vote favorable à l'indépendance.

Selon la Commission de la Fonction publique, il y a près de 50 000 emplois fédéraux au Québec, dont 18 000 dans l'Ouest, 15 000 à Montréal et 5000 à Québec, sans compter

— Mulroney

une vingtaine de mille dans les sociétés de la Couronne, comme Radio-Canada, et les emplois, à Ottawa même, occupés par des Québécois.

«S'il y a séparation, les ci-
Suite A-2, Menace...

La confusion la plus totale règne à Kaboul



Un employé qui s'était caché dans le ministère de l'Intérieur à Kaboul pendant les combats entre les moudjahidine pour le contrôle du bâtiment dans la nuit de mardi à mercredi a été exécuté par un milicien ouzbek, sous l'oeil des photographes. Le nouveau pouvoir moudjahidine en Afghanistan tentait hier, dans la confusion et la violence, d'établir son autorité. **Page A-12**

Récession et réforme de l'assurance-chômage

50 000 nouveaux assistés au Québec en quatre mois

QUÉBEC — En quatre mois, le nombre de personnes vivant de l'aide sociale au Québec a grimpé de près de 50 000 passant de 609 500 en septembre à 657 005 en janvier. Il faut remonter à 1985 pour dénombrer autant d'assistés.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Ces données ont été rendues publiques par le Front commun des personnes assistées sociales du Québec et confirmées par le

ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle. A la fin de janvier, 402 977 ménages, subvenant aux besoins de 657 005 individus, recevaient des prestations de l'aide sociale.

Le Front commun et le Syndicat des personnes assistées sociales dévoilaient hier les activités qui marqueront du 4 au 8 mai, la semaine des assistés. Une manifestation se déroulera le 8 mai devant les bureaux du premier ministre Robert Bourassa, à Montréal.

Les porte-parole des deux groupes, Mmes Thérèse Thifault et Marguerite Bourgeois ont souligné que la tenue de

cette semaine est nécessaire pour sensibiliser la population à la réalité de la pauvreté et faire prendre conscience que si les assistés recevaient des prestations décentes, ils pourraient faire manger leurs enfants.

Les assistés réclament toujours des modifications à la loi 37 (la réforme de l'aide sociale en vigueur depuis 1989) qu'ils

Suite A-2, Assistés...

□ Rémillard: le Québec retournerait négocier pour l'équivalent de Meech **page A-9**

Émeute à Bordeaux

MONTRÉAL (PC) — Des renforts de la police de la Communauté urbaine de Montréal et de la Sûreté du Québec ont été dépêchés à la prison de Bordeaux, à Montréal, hier soir, après que des détenus eurent refusé de regagner leurs cellules.

Selon les premières informations disponibles, les détenus de plusieurs ailes auraient refusé de réintégrer les cellules.

Deux prisonniers auraient été blessés par des balles de caoutchouc.

Au milieu de la soirée, une trentaine de voitures de la police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et une dizaine de la Sûreté du Québec entouraient l'établissement.

Le groupe d'intervention tactique de la Sûreté du Québec, de même que des voitures de pompiers et des ambulanciers ont aussi été dépêchés sur les lieux.

Depuis quelque temps, les prisonniers de la prison de Bordeaux se plaignent de la surpopulation.

Prêts pour des élections

TORONTO — Plus de deux adultes canadiens sur trois (68 %) soutiennent que les conditions qui prévalent au pays appellent le déclenchement d'élections générales d'ici six mois.

Cette statistique n'a pas changé depuis le dernier sondage sur la question réalisé par la maison Gallup, en août 1991. Une majorité de gens dans chacune des cinq grandes régions géographiques du Canada appuyent un appel aux urnes

Suite A-2, Elections...

SPECIAL LE SOLEIL

Double défi pour la politique et l'économie

RIVIÈRE-DU-LOUP — Les leaders politiques et économiques de la région du Bas-Saint-Laurent font face à un double défi : accélérer la diversification économique en fonction de plusieurs créneaux d'excellence stratégique tout en empêchant la dislocation à long terme du milieu rural.

DERNIER DE 3

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

Ce ne sont pas les idées et les nouvelles forces qui manquent pour construire cette nouvelle économie régionale intégrant le développement industriel urbain et celui des communautés rurales.

M. Yves Dion, professeur en économie régionale à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), soutient que la création d'une synergie entre les milieux municipaux, politiques, industriels et éducationnels fait partie des conditions de mise en oeuvre d'une nouvelle économie régionale.

«On n'a pas les moyens de



dispenser nos efforts contrairement à des régions qui n'ont pas les mêmes problèmes», constate-t-il. Pour lui, les efforts devront autant porter sur l'expansion des entreprises existantes, la création de nouvelles entreprises que sur la diversification du secteur manufacturier.

Le Bas-Saint-Laurent a été la première région, sous l'initiative du CRD, à se doter d'un plan stratégique pour le développement industriel et technologique.

Parmi sept secteurs d'interventions, les activités maritimes, du matériel de transport et de l'innovation technologique constituent quelques-unes des pierres d'assises les plus solides comme les plus prometteuses de l'avenir économique de la région.

À Rimouski/Sainte-Flavie, les sciences de la mer rassemblent une «masse critique de

démarrage» d'institutions de recherche et de formation : l'Institut Maurice-Lamontagne, l'Institut national de recherche scientifique en océanologie, l'UQAR et l'Institut maritime du Québec.

L'Institut Maurice-Lamontagne dont les champs de recherche portent sur les pêches, l'océanographie biologique, chimique et physique, l'hydrographie et l'aquaculture a permis par sa présence l'implantation d'entreprises dont Socomar inc., spécialisée

Suite A-2, Défi...

Suites de la première page

Menace...

des citoyens canadiens et à ce moment-là ils n'auront plus accès à la fonction publique fédérale... J'imagine qu'ils y renoncent », a déclaré le président du Conseil du Trésor.

Ce faisant, Gilles Loiselle qui portait le flambeau du gouvernement du Parti québécois à Londres en 1980, exclut implicitement toute forme d'association entre le Québec et un reste du Canada séparés. En fait, si on le suit bien, le nouveau Canada-Québec n'aurait même pas la forme d'association à laquelle les 12 États de la Communauté européenne en sont arrivés. La campagne référendaire est donc commencée et ce sont manifestement les ministres québécois, après qu'on leur ait d'ailleurs reproché leur tiédeur fédéraliste, qui vont la mener. Gilles Loiselle part prochainement en tournée pan-canadienne et promet de parler de constitution.

« Une lutte différente »

En août 1984 à Sept-Îles, Brian Mulroney avait promis de « guérir les plaies » ouvertes au Québec par le rapatriement unilatéral de la Constitution. « Mais M. Lévesque avait décidé de prendre le beau risque du fédéralisme », a-t-il expliqué.

« M. Parizeau et quelques autres ont décidé de démissionner pour entreprendre une campagne qui résultera dans le démantèlement du pays, donc c'est une lutte différente ». Cherchant carrément un KO contre le leader du mouvement souverainiste, le premier ministre a même rendu le chef du Parti québécois responsable de la mort des accords du lac Meech. « Et le lendemain, il a eu le culot d'accuser les Anglais ! »

Quand on a rappelé au premier ministre ses discours encore récents sur la « trahison » de Clyde Wells (Terre-Neuve), il s'est rapidement esquivé. La veille, M. Mulroney avait lui-même lancé une autre campagne, contre Lucien Bouchard cette fois, l'accusant d'avoir fondé le Bloc québécois et de vouloir se représenter aux élections fédérales pour obtenir (après six ans) sa retraite de député fédéral !

Ayant fait son deuil du vote souverainiste dont ont bénéficié ses candidats en 1984 et 1988, Brian Mulroney fait maintenant la distinction entre les « nationalistes » — tous ses députés le sont selon lui — et les « séparatistes ».

Cette campagne ne durera pas, a semblé promettre M. Mulroney. « Je n'ai pas parlé de renouvellement du Canada parce que ce n'était pas le temps, a-t-il expliqué. Quand Joe Clark aura terminé ses travaux, il y aura un autre volet sans lequel je serais pour le statu quo. Or, cela prend des changements en profondeur de la fédération canadienne pour respecter les aspirations légitimes des Québécois et des autres ».

Mais les nouvelles en provenance d'Edmonton, où les 16 partenaires d'Ottawa dans les négociations constitutionnelles sont réunis depuis hier matin, ne sont pas très encourageantes. L'Ouest est mécontent du projet de réforme du Sénat et les leaders autochtones menacent de claquer la porte. Et on peut imaginer que si le Québec participait aux négociations, il ferait preuve de la même impatience.

À part la reconnaissance symbolique du caractère distinct de la société québécoise, on n'a pas encore touché à la question du partage des pouvoirs, ni à l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser. « Le plus grand atout dont je dispose, de dire M. Mulroney, c'est la nature même du Canada, un des plus grands, des plus civilisés et des plus prospères pays du monde, c'est déjà quelque chose ». Le premier ministre semble ainsi prêt à faire campagne sur le statu quo, mettant ses adversaires souverainistes face à « l'obligation morale d'expliquer les conséquences de leur projet ».

Défi...

de la vente, l'installation, la réparation d'équipements de communication de navigation et d'électronique maritime.

Plusieurs facteurs ralentissent le déploiement d'un réseau de PME dans le domaine océanographique : inexistence d'une politique institutionnelle de sous-traitance, absence d'un agent de liaison avec les milieux de l'entreprise, volonté politique très insuffisante...

À La Pocatière, les activités industrielles de Bombardier, un des leaders mondiaux dans la fabrication de véhicules de transport en commun, ont donné naissance à des entreprises spécialisées sous-traitantes (Pocatec, Graphie 2000...).

Le Centre spécialisé en technologie physique de La Pocatière offre une expertise dans les domaines reliés à l'automatisation des procédés de production et au développement de nouveaux produits de haute technologie principalement dans le champ de compétence du transport en commun. La synergie entre ce centre d'excellence, Bombardier et son potentiel de sous-traitance est porteur d'avenir en cela soutenu par le Bureau fédéral de développement régional de l'Est du Québec.

La relance des produits du cuir dans le Kamouraska, la recherche de nouveaux créneaux pour les produits de l'érablerie du Témiscouata, la production à Rivière-du-Loup de l'un des meilleurs verres trempés au monde, la fabrication de fibres optiques à Rimouski par Phillips-Fitel, les sous-produits de la tourbe reliés à l'environnement dont les bio-filtres, Gros-Cacouna, premier port pour l'expédition de bois d'oeuvre de l'Est du Canada, sont autant d'exemples qui illustrent les nouvelles voies ouvertes à l'économie régionale.

Cette nouvelle dynamique industrielle basée sur la recherche et la formation ne peut cependant seule soutenir l'ensemble des défis auxquels est confronté le Bas-Saint-Laurent.

À moins de vouloir bâtir une économie coupée en deux — développement industriel dans les villes du littoral d'un côté et dépeuplement rural du haut-pays de l'autre — un deuxième grand défi attend les Bas-Laurentiens : le sort réservé aux communautés rurales d'ici 20 ans.

Déjà, le cri de la Coalition urgence rurale donne la mesure de la besogne à accomplir dans un laps de temps relativement court qui ne pourrait permettre les errances qui ont suivi le mouvement social des Opérations Dignité du début des années 70.

Les constats et les problématiques sont connus. Les voies et moyens restent incertains, les gouvernements n'ayant plus les marges de manœuvre suffisantes au plan financier pour soutenir à court terme tous ces efforts sur un même pied d'égalité.

Assisterons-nous encore à un développement régional inégal au détriment des communautés rurales ? Tant qu'il n'y aura pas une intégration de ces deux optiques de développement, il y aura un risque que le Bas-Saint-Laurent crée sa propre région périphérique.

— FIN —

Assistés...

jugent injuste. D'ailleurs, c'est sous le thème « Une loi à changer ; notre place à exiger » que se déroulera cette semaine.

Ils reprochent particulièrement au gouvernement de les obliger à participer à des programmes de développement de l'employabilité qui ne déboucheront pas sur de vrais emplois et de réduire leurs prestations dans le cas du partage d'un logement.

Au ministère, on reconnaît que la hausse du nombre d'assistés découle principalement de la mauvaise situation économique. Mais, un autre facteur a contribué à cette progression et c'est la réforme de l'assurance-chômage.

Avec cette réforme, le nombre de semaines de travail pour être éligible aux prestations a été augmenté et le nombre de semaines de prestations a été réduit. Il en résulte qu'un plus grand nombre de travailleurs, surtout ceux qui occupent des emplois saisonniers, ne sont plus éligibles aux prestations alors que d'autres aboutissent plus rapidement sur l'aide sociale.

Élections...

d'ici le mois d'octobre. Spécifiquement, 65 % de la population de la Colombie-Britannique, 67 % des Ontariens et des Québécois, 69 % des résidents des Prairies et un bon 73 % des citoyens des Maritimes veulent des élections.

Récemment, le premier ministre Mulroney avait laissé entendre à la presse que son gouvernement envisageait la tenue d'une élection, s'il n'y a pas moyen d'en arriver à une entente constitutionnelle d'ici les prochains mois. Un tel commentaire avait surpris plusieurs observateurs, alors que la sagesse populaire ne prévoit pas d'élections avant le printemps 1993.

L'été dernier, le premier ministre avait indiqué aux médias que la prochaine campagne électorale « se déroulerait probablement dans environ deux ans ». Rappelons qu'avant de fixer la date de l'élection de 1988, le premier ministre avait commenté qu'il respectait la tradition électorale canadienne qui veut que des élections se tiennent à tous les quatre ans.

Si on regarde les données du sondage en fonction de la préférence partisane des répondants, on s'aperçoit que seulement 38 % des conservateurs sont d'accords sur des élections hâtives, alors que 77 % des voteurs libéraux en réclament, de même que 79 % des partisans du Reform Party et 83 % des néo-démocrates.

Les résultats du sondage sont établis à partir de 1048 entrevues téléphoniques réalisées entre le 8 et le 11 avril. Un échantillonnage national de cette envergure est exact avec une marge d'erreur de 3,1 % ou moins, 19 fois sur 20.

6/49
7-15-28-29-33-41
(complémentaire)
13
EXTRA
346245

LA QUOTIDIENNE
tirage du 29-04-92
8-7-5
1-4-0-5

LE SOLEIL

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

Abonnez-vous :

647-3333

1-800-463-2362

CONTEMPORAINE



UNE EXCLUSIVITÉ DE
LA GUÉPIÈRE

LA CHEMISE DE NUIT BORDÉE DENTELLE

tricot finement ajouré, imprimé de petits bouquets et de rubans, toutes bordures ornées de fine dentelle, petits boutons de perle, une chemise de nuit hyperféminine, superbe en cadeau le 10 mai! p.m.g. 45.00

CONTEMPORAINE



UNE EXCLUSIVITÉ
CONTEMPORAINE

LE BLAZER SUÈDE

le blazer-clé du printemps! sur des jeans, des pantalons de soie, de lin, le blazer en suède souple, simple boutonnage, en riches coloris de cognac, kaki, noir. 6 à 16... 210.00

la maison



simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

BAS-ST-LAURENT / GASPÉSIE / CÔTE-NORD

LE SOLEIL

ÉCHOS DES DEUX RIVES

MATANE

Festival de la crevette

Fortement remis en question à l'automne, le 29e Festival de la crevette aura bel et bien lieu cette année, du 19 au 28 juin. Le président du conseil et chef de la direction de Multi-Marques, M. Hubert Barbeau, en assumera la présidence d'honneur. Quelques activités majeures au programme de ces dix jours de festivités : les spectacles d'André-Philippe Gagnon, de Nelson Minville et du groupe de musiciens Poisson d'avril, le super-party hot dogs, la tournée vidéo-danse Musique Plus et la Fête des Gauthier.

SAINT-ANNE-DES-MONTS

Gala de l'entreprise dans Denis-Riverin

C'est le 13 juin que sera présenté le Gala de l'entreprise de la MRC Denis-Riverin. L'événement, qui vise à souligner les performances des divers partenaires de l'économie régionale, aura lieu au Gîte du Mont-Albert, un établissement situé en plein cœur du Parc de la Gaspésie. Le comité organisateur, formé de huit personnes, désire ainsi « reconnaître publiquement le rôle important des dirigeants d'entreprises qui contribuent de façon significative à l'épanouissement de la MRC. » La liste des différentes catégories sera dévoilée d'ici quelques jours. Le dernier Gala de l'entreprise, dans Denis-Riverin, a été présenté en 1990.

Bureau de la FAS

La Fédération des affaires sociales (CSN) aura pignon sur rue dans Gaspé-Nord. La FAS profitera de la Fête des travailleurs de demain, 1er mai, pour inaugurer son nouveau bureau situé boulevard Sainte-Anne Ouest, à Sainte-Anne-des-Monts. Le président de la fédération, Sylvio Robinson, participera à cette inauguration qui sera suivie d'une soirée à l'attention des travailleurs. Ce nouveau bureau desservira la clientèle de la région comprise entre Matane et Gaspé. Dans Denis-Riverin seulement, la CSN compte pas moins de 444 membres répartis dans 11 accréditations.

SEPT-ÎLES

Nouvelle étape pour Robertson

Le petit projet hydroélectrique Robertson (21 mégawatts), sur la Basse-Côte-Nord, a franchi une nouvelle étape cette semaine avec l'ouverture des soumissions déposées par les entreprises intéressées à construire le barrage, a fait savoir hier un porte-parole de la société d'État. De neuf soumissionnaires, c'est le consortium constitué par les Entreprises de construction de Québec et les Entreprises Georges Whimpy qui a déposé l'offre la plus basse à 102,7 millions \$. Avec une offre de 118,8 millions \$, Les Entreprises du Bon Conseil a déposé la soumission la plus élevée. L'analyse des soumissions prendra quelque six semaines ; le constructeur choisi sera en mesure d'intervenir sur le terrain à la fin de juillet, a noté un porte-parole d'Hydro. Robertson, destinée à remplacer les centrales thermiques de la Basse-Côte-Nord, sera mise en service à la fin de 1994, selon les échéanciers d'Hydro-Québec. Le projet Robertson, qui donnera priorité d'emploi aux travailleurs de cette région isolée, représente notamment une masse salariale de quelque 10 millions \$ pour les deux ou trois prochaines années.

La Saint-Jean

Les festivités de la Saint-Jean se dérouleront sur le site fédéral du Havre de pêche, cette année, à Sept-Îles, a fait savoir hier le président de la fête nationale des Québécois, M. Denis Mousse. « Ce site du Havre de pêche offre tout l'espace nécessaire pour faire de notre fête une réussite. Le site a aussi le mérite de ramener nos festivités sur le bord de l'eau. Et ce sont les impôts des Québécois qui l'ont payé », a notamment expliqué le président Mousse. La fête, qui inclut de multiples activités, s'enclanchera dès le 23 juin en début de soirée et sera couronnée par un feu d'artifice le 24 au soir.

La méningite fait deux victimes à la frontière Québec-Labrador
1000 jeunes vaccinés à Fermont

FERMONT — La méningite ayant emporté deux jeunes gens et atteint deux autres personnes du côté terre-neuvien de la frontière Québec-Labrador, un millier de personnes seront théoriquement vaccinées contre le méningocoque à compter d'aujourd'hui, à Fermont, ville nordique québécoise.

par MARC ST-PIERRE
LE SOLEIL

C'est ce qu'a annoncé le porte-parole du Conseil régional de la santé et des services sociaux (CRSSS) de la Côte-Nord, M. Robert Lévesque, hier.

Par mesure de prévention, le Département de santé communautaire (DSC) de la Côte-Nord, en concertation avec le Centre de santé de l'Hématite de Fermont et le ministère de la Santé

et des Services sociaux, vient en effet d'offrir sur une base volontaire le vaccin contre la méningite au millier de Fermontois compris dans la strate d'âge des 2 à 22 ans, a dit M. Lévesque au SOLEIL.

« Bien qu'il n'y ait aucun cas d'infection à méningocoque à Fermont, la décision de recommander la vaccination de cette partie de la population s'explique par les récents événements survenus au Labrador », a-t-il précisé.

« Quatre cas d'infection à méningocoque ont été déclarés au Labrador depuis un an, dont trois depuis janvier, et touchaient des gens de 16 à 22 ans. Deux décès ont été enregistrés en rapport avec cette infection », a ajouté le porte-parole.

Jusqu'à ces jours-ci, Terre-Neuve avait été plutôt discrète sur ses cas de méningite au Labrador.

À Fermont, le directeur des services communautaires au Centre de santé l'Hématite, Steve Griffith, a noté de son côté que l'un des décès est survenu à Labrador City il y a seulement une dizaine de jours.

« C'est à côté de chez nous », a constaté M. Griffith en indi-

quant que les services de santé terre-neuviens ont entrepris plus tôt cette semaine de vacciner leur population de 2 à 22 ans. Au Labrador anglophone, ce groupe d'âge représente 4000 ou 5000 personnes.

« Nous en sommes à la même stratégie d'intervention préventive », a ajouté le directeur des services communautaires du nord.

La ville de Fermont est distante d'une trentaine de kilomètres des localités de Labrador City et Wabush. Isolés du lointain « sud », les Québécois et les Labradoriens entretiennent des liens étroits. Les uns et les autres empruntent la 389 quand ils veulent rallier par l'unique route le littoral nord-côtier, à la

hauteur de Baie-Comeau.

Les jeunes gens ont davantage de contacts. « Les gens âgés entre 13 à 22 ans ont beaucoup d'échanges entre eux, si bien que dans ce contexte, nous avons décidé de les considérer comme les composantes d'une même communauté présentant le même niveau de risque », a souligné M. Lévesque.

La campagne de vaccination touchera d'abord les étudiants du secondaire, puis les jeunes gens de 18 à 22 ans et les élèves du primaire demain. Les enfants de 2 à 4 ans seront également l'objet des attentions des services de santé fermontois.

La méningite n'a jamais fait grand ravage sur la Côte-Nord. Depuis 1985, le Département de santé communautaire a reçu 11 déclarations de cas d'infection.

Le plus récent remonte à février 1992 alors qu'un enfant de 21 mois a été touché. Il a bien récupéré depuis, selon le CRSSS.

Caisses pop
Record
d'épargne
dans l'Est

MARIA — En dépit des sérieux problèmes économiques que connaît la région, la Fédération des caisses populaires de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a enregistré une croissance remarquable de l'épargne de ses membres au cours de l'année 1991, 11,3 % contre 9,7 % pour l'ensemble du réseau Desjardins au Québec.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Pendant ce temps, l'actif consolidé des 42 caisses a atteint 550 millions \$, une hausse de 45,7 millions \$ par rapport à 1990 ou 9,1 %, un écart inférieur de 1,4 % à la performance du réseau provincial.

Le portefeuille de prêts a augmenté de 42 millions \$, une croissance de 10,5 %, alors que l'ensemble des caisses du Mouvement a obtenu de meilleurs résultats avec une hausse des prêts de 12,2 %.

Selon les dirigeants de la Fédération, le phénomène particulier de l'augmentation plus importante de l'épargne s'était aussi fait remarquer lors de la récession des années 1980. En Gaspésie et aux Îles, les gens épargnent plus et empruntent moins lorsque l'économie est chancelante alors qu'ailleurs dans le Mouvement, c'est le contraire.

La rentabilité de la Fédération a toutefois baissé de 1,11 \$ par 100 \$ d'actif à 0,75 \$, une variation causée par la chute des taux d'intérêt. Ce rendement demeure par contre amplement supérieur à celui du Mouvement, qui se situe à 0,56 \$ par 100 \$. Le trop-perçu des 42 caisses totalise 3,9 millions \$ alors que le surplus d'exploitation se chiffre à 256 000 \$.

Les caisses populaires de la Fédération de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ont également atteint un niveau de capitalisation de 6,94 % au cours du dernier exercice, se situant ainsi au premier rang de toutes les fédérations du Mouvement Desjardins.



Le Dr Alain Gauvreau en compagnie d'une de ses patientes, Mme Marie-Louise Lévesque, 98 ans.

La journée d'un médecin démissionnaire de Ste-Anne-des-Monts

Un horaire épuisant, loin de la famille

SAINT-ANNE-DES-MONTS — Souvent présentés comme des enfants gâtés du système, les médecins omnipraticiens en région doivent souvent composer avec des horaires de travail difficiles. Au fil des ans, les médecins en viennent à envier leurs collègues des grands centres et, dès que l'occasion se présente, ils quittent les régions pour les grandes villes, au grand dam de leurs patients... et de leurs collègues.

par HENRI MICHAUD
collaboration spéciale

« Le taux de divorce, chez les médecins, est le deuxième au Québec, après celui enregistré chez les policiers », explique pour sa part le Dr Alain Gauvreau, chef du département de médecine générale à l'Hôpital des Monts. Et cette situation trouve son origine dans la piètre qualité de la vie de famille des médecins en régions éloignées, souvent confrontés à l'absence de personnel médical suffisant.

« À l'hôpital de Sainte-Anne-des-Monts, explique M. Gauvreau, les médecins généralistes rattachés à l'hôpital débutent leur journée de travail vers 8 h. Ils doivent alors rencontrer chacun 8 à 10 de leurs patients hospitalisés... Puis, vers 10 h, ils se 'garrochent' vers leurs cabinets respectifs pour y rencontrer d'autres patients. » Certains prennent même quelques minutes pour aller voir des patients à domicile.

« En après-midi, le généraliste rattaché à l'hôpital doit, selon son horaire, revenir à son cabinet ou pratiquer la médecine dans l'une des cliniques de l'hôpital. Puis, il effectue une seconde tournée de ses patients hospitalisés... S'il est de garde à l'urgence, sa journée se poursuit jusqu'à 8 h le lendemain matin... », raconte le chef du département de médecine générale.

À l'urgence de l'Hôpital des Monts, l'achalandage au cours de la période de 18 h à minuit se compare à celui enregistré au cours de la journée. « Plusieurs patients viennent le soir, après leur journée de travail. » Cet achalandage diminue vers minuit et, jusqu'à 8 h le lendemain, on enregistre, en moyenne, huit à 10 visites à l'urgence. Le médecin de garde doit cependant assumer la responsabilité des patients sur tous les étages de l'hôpital, sauf ceux qui relèvent du département de chirurgie.

Les médecins omnipraticiens, fatigués ou non, n'ont pas droit à l'erreur. « L'être

humain a une résistance surprenante à certaines périodes », déclare M. Gauvreau. « Mais, à un certain moment, l'organisme n'arrive plus à récupérer... C'est pour ça qu'ils (les médecins) s'en vont. »

Pour le Dr Gauvreau, la situation est différente. Outre ses fonctions de chef du département de médecine générale, notre interlocuteur assure également la responsabilité des services médicaux au centre d'accueil de Cap-Chat, 10 kilomètres plus à l'ouest. Cet établissement abrite 80 personnes âgées. « Ce sont tous des cas lourds qu'on doit connaître par cœur et voir à toutes les semaines. » La journée type du Dr Gauvreau débute donc à 7 h30 pour se terminer à 19 h. Une fois la semaine, il doit assister à des réunions qui prennent fin vers 22 h. « Je vois mon bébé environ une heure par jour, lorsque je suis chanceux... Mais, une semaine par mois, ma conjointe et le bébé vont chez mes beaux-parents. » Cette absence semble peser sur les épaules du médecin... « Souvent, les médecins choisissent de quitter la région avant de voir la cellule familiale se disloquer... », explique-t-il.

Le Dr Gauvreau affirme que sa situation personnelle va se normaliser l'an pro-

chain. « Je vais demeurer dans la région de Sainte-Anne-des-Monts et me tourner vers la médecine gériatrique... Mais j'ai dit cela souvent... » Et la semaine de travail normale oscille autour de 70 heures par semaine.

M. Gauvreau est au nombre des 10 médecins qui ont démissionné en bloc de l'Hôpital des Monts « afin d'obliger les autorités concernées à trouver des solutions au problème de pénurie de médecins » qui touche, régulièrement, cet établissement de 120 lits. L'ultimatum fixé par les médecins omnipraticiens se termine le 8 juin. Après cette date, ils n'assureront que les services essentiels à moins que les autorités trouvent des médecins d'ici là.

Malgré les incitatifs offerts par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, les médecins hésitent à s'établir définitivement en région. « On ne vient pas en Gaspésie pour faire fortune... le problème est au niveau de la tâche... et plusieurs médecins accepteraient même une diminution de salaire substantielle pour améliorer leurs conditions de travail : amélioration qui ne se concrétisera que par l'arrivée de nouveaux médecins... Malgré tout, c'est l'un de travailler en Gaspésie », conclut M. Gauvreau.

La magie du Soleil

IL SUFFIT D'ÊTRE ABONNÉ

LE SOLEIL

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE

Tirage du 28 avril, sous la supervision de
Poissant Thibault-Peat Marwick ThorneFÉLICITATIONS Mme SYLVIE GOULET, DE SAINTE-FOY
LE SOLEIL VOUS OFFRE 1 VOYAGE POUR 4 À Walt Disney World.

ANS